

Conditions Générales – Médiation familiale

Dernière mise à jour : janvier 2026

1. Champ d'application

Les présentes conditions s'appliquent à toute prestation de **médiation familiale** réalisée par **Catherine Favre**, en présentiel ou à distance.

2. Cadre de la médiation

La médiation familiale est un processus structuré permettant d'aider les parties à :

- clarifier la situation
- améliorer la communication
- rechercher des solutions mutuellement acceptables
- formaliser, si souhaité, des accords

La médiatrice **n'impose aucune décision** : les parties restent libres de leurs choix.

3. Neutralité et impartialité

Catherine Favre intervient en tant que médiatrice **neutre, impartiale** et indépendante.

Elle ne représente aucun intérêt particulier et veille à un cadre équilibré pour toutes les parties.

4. Confidentialité

La médiation est **confidentielle**.

Sauf accord contraire écrit entre les parties, aucun élément issu de la médiation ne peut être communiqué à des tiers.

Des exceptions existent uniquement en cas :

- d'obligation légale
- de danger grave et imminent

5. Organisation des séances (présentiel / distanciel)

Les séances peuvent être organisées :

- en présentiel
- à distance (visio)

La fréquence est décidée d'un commun accord.

Pour les séances en visio : les parties veillent à être dans un environnement assurant la confidentialité.

6. Tarifs et conditions financières

Les modalités (tarifs, répartition entre les parties, échéancier) sont définies à l'avance par accord écrit.

Les séances sont facturées selon les conditions établies, sauf dispositions spécifiques négociées.

7. Annulation / report (48h)

Toute annulation ou report doit être annoncé **au minimum 48 heures** avant le rendez-vous.

- annulation $\geq 48h$: pas de frais
- annulation $< 48h$ ou absence : séance due, sauf cas de force majeure

8. Responsabilité

La médiatrice a une obligation de moyens : elle garantit un cadre, une structure, une éthique et une méthode de médiation.

Les accords éventuels :

- appartiennent aux parties

- relèvent de leur responsabilité
- ne constituent pas un avis juridique

Il est conseillé aux parties de consulter un professionnel du droit si nécessaire (notaire, avocat, etc.) avant de formaliser certains accords.

9. Protection des données

Les données personnelles sont traitées conformément à la **nLPD (Suisse)**.
Voir la Politique de confidentialité du site.

10. Droit applicable et for

Les présentes CGV sont soumises au **droit suisse**.
For juridique : **canton du Valais**, sous réserve de dispositions légales impératives.

11. Contact

info@catherinefavre.com